



**Marché de commissariat aux comptes de la CCI Bayonne Pays
Basque**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

C.C.T.P.

Ce document comprend 11 pages y compris la page de garde

SOMMAIRE

1 – PRESENTATION DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE.....	3
1.1 LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE AU SEIN DU RESEAU CONSULAIRE	3
1.2 ORGANISATION FONCTIONNELLE DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE	3
A. L'ASSEMBLEE GENERALE	3
B. LE BUREAU.....	4
C. LE PRESIDENT.....	4
D. LE TRESORIER	4
E. LA COMMISSION DES FINANCES	4
1.3 LA REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI.....	4
2 – PERIMETRE D'INTERVENTION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	5
2.1 MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE	5
A. CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE.....	5
B. CONTENU DES MISSIONS	6
2.2 LES COMPTES ANNUELS DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE	6
2.3 SUPPORTS AU TRAVAIL DE REVISION	7
3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
3.1 COORDINATION DE LA MISSION ENTRE LE COMMISSAIRE AUX COMPTES ET LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE.....	8
3.2 LETTRE DE MISSION	8
3.3 CALENDRIER D'INTERVENTION ET DEFINITION DES MISSIONS D'INTERIM	8
3.4 PRODUCTION DE RAPPORTS.....	8
3.5 COMPETENCE ET INDEPENDANCE DU CABINET	9
3.6 RESPONSABILITE DU CABINET.....	10
3.7 ENGAGEMENT DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE	10
3.8 CONFIDENTIALITE.....	10
4.1 ACTE D'ENGAGEMENT ET ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT	10
4.2 MEMOIRE TECHNIQUE	10
4 - OFFRE	10
4.1 ACTE D'ENGAGEMENT ET ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT	10
4.2 MEMOIRE TECHNIQUE	10

1 – PRESENTATION DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE

1.1 LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE AU SEIN DU RESEAU CONSULAIRE

Les CCI sont des établissements publics, placés sous la tutelle de l'Etat, et qualifiés par la loi de « corps intermédiaires de l'Etat ». La loi précise les missions des différents échelons que sont CCI France, les CCI de Région et les CCI Territoriales.

Le réseau des CCI est composé de :

- CCI France : Etablissement national fédérateur et animateur des Chambres de Commerce et d'Industrie
- des 18 CCI de Région :
 - qui encadrent et soutiennent les activités des chambres territoriales ou locales qui leur sont rattachées ;
 - qui définissent une stratégie, au travers de schémas sectoriels, pour l'activité du réseau dans leur circonscription ;
 - qui répartissent, entre les CCIT qui leur sont rattachées, le produit des impositions qui leur sont affectées (TACET) ;
 - qui emploient le personnel statutaire et le mettent à disposition des CCIT rattachées ;
- et des 102 CCI Territoriales ou Locales :
 - qui représentent auprès des pouvoirs publics et des acteurs locaux les intérêts de l'industrie, du commerce et des services de leur circonscription ;
 - qui exercent toute mission de service auprès des entreprises de leur circonscription (formalités, appui individuel ou collectif, ...) ;
 - qui peuvent gérer des infrastructures ou des équipements, en propre ou par délégation ;
 - qui peuvent créer et gérer des établissements de formation initiale et continue.

La région Nouvelle Aquitaine compte 13 CCI Territoriales : Bayonne Pays Basque, Bordeaux-Gironde, Charente, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, Charente-Maritime, Landes, Limoges et Haute Vienne, Lot et Garonne, Pau Béarn, Vienne qui sont rattachées à la CCIR Nouvelle Aquitaine.

La CCI Bayonne Pays Basque est placée, comme les autres CCI, sous la tutelle de l'Etat exercée par le Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine.

Les principales activités de la CCI Bayonne Pays Basque sont :

- L'accompagnement aux entreprises (26.361 entreprises ressortissantes de la CCI Bayonne Pays Basque au 31/12/2023) : du guichet unique à l'aide à la création en passant par un accompagnement adapté aux différents cycles de vie de l'entreprise, jusqu'au développement de nouveaux marchés et à la transmission/reprise, ...
- La formation :
 - De la formation initiale avec « Kedge Bachelor »
 - De la formation continue longue ou courte
 - Un centre d'études des langues
 - Un Centre de Formation par l'Apprentissage (depuis septembre 2020)
- La gestion d'équipements :
 - En propre ou via ses SCI : hôtels d'entreprises, pépinières.

1.2 ORGANISATION FONCTIONNELLE DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE

A. L'Assemblée Générale

Elle est composée de 36 membres élus, professionnels de tous les secteurs d'activité du commerce, de l'industrie et des services, élus par leurs pairs, pour un mandat de 5 ans (en raison du report d'un an des élections consulaires à octobre 2027, le mandat actuel des membres élus est porté à 6 ans).

L'Assemblée Générale est l'organe délibératif dans les CCI. En matière financière, toute décision importante est donc de son ressort (vote des budgets et des comptes exécutés, recours à l'emprunt, prises de participations au capital d'organismes tiers, prélèvements sur le fonds de roulement, garanties d'emprunts, etc...).

C'est à l'Assemblée Générale que le commissaire aux comptes présente son rapport sur l'accomplissement de ses missions.

B. Le Bureau

Le Bureau se réunit sous la direction du Président. Son rôle est notamment d'instruire les dossiers préalablement aux délibérations de l'Assemblée Générale et de veiller à leur exécution par les services de la CCIT Bayonne Pays Basque.

Par l'intermédiaire du Directeur Général qui participe à toutes les réunions, le Bureau est le principal organe de liaison entre les élus et les services de la CCIT.

C. Le Président

Elu par l'Assemblée Générale, le Président est le représentant légal de la CCIT Bayonne Pays Basque. La signature de tous les actes engageant la CCIT lui appartient exclusivement, mais il peut, dans certaines conditions, déléguer cette signature à des élus ou au Directeur Général.

Le Président, qui est de droit « ordonnateur » (au sens des principes régissant le fonctionnement des établissements publics) des dépenses et des charges, des recettes et des produits, est chargé de l'exécution du budget voté par l'Assemblée Générale et autorisé par l'administration de tutelle.

D. Le Trésorier

Le Trésorier est chargé de la tenue de la comptabilité, de l'exécution des opérations de dépenses et de recettes, ainsi que de la gestion de la trésorerie. Il exerce une autorité fonctionnelle sur les services comptables et financiers.

E. La Commission des Finances

La Commission des Finances, élue par l'Assemblée Générale de la CCI, a pour mission d'examiner les budgets (primitifs, rectificatifs, exécutés), préalablement à leur adoption par l'Assemblée Générale.

La compétence de la Commission des Finances est également élargie à l'examen préalable de tout projet de délibération soumis à l'Assemblée Générale comportant des conséquences financières (recours à l'emprunt, prise de participation dans des organismes tiers, garantie accordée à des tiers, etc...).

1.3 LA REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI

Les CCI sont des établissements publics administratifs gérant des fonds publics et dotés de prérogatives de droit public.

Les principaux textes définissant la réglementation applicable aux CCI sont :

- **Articles L 710-1 et suivants du code du commerce** – Titre I « Du réseau des chambres de commerce et d'industrie » ;
- **Le cadre OBCF** (organisation budgétaire, comptable et financière du réseau des CCI) adopté par l'Assemblée Générale de CCI France le 25 octobre 2022 et par la tutelle le 14 novembre 2022 ;

- **la loi du 4 février 1995 et la circulaire n°2374 du 25 août 1995** qui transpose aux CCI les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 relatives à la certification des comptes par les commissaires aux comptes ;
- **la loi 2003-706 du 1er août 2003 sur la Sécurité Financière** qui impose aux établissements publics de l'Etat, notamment aux CCI, de publier des comptes consolidés dès lors qu'ils remplissent les mêmes conditions que celles applicables aux entreprises privées ;
- **la loi Pacte du 22 mai 2019 et décret n°2019-1317 du 9 décembre 2019** précisant l'organisation et le fonctionnement du réseau des chambres de commerce et d'industrie.

Il est à noter par ailleurs, que les CCI sont tenues d'appliquer le Code de la Commande publique.

2 – PERIMETRE D'INTERVENTION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

2.1 MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE

La CCI Bayonne Pays Basque souhaite confier la mission de certification de ses comptes à un cabinet respectant un certain nombre de critères lui permettant de répondre de manière optimale aux besoins et aux obligations de l'Assemblée à savoir :

- Être capable de mobiliser le nombre nécessaire de collaborateurs notamment entre février et mars, et pouvoir assurer la constance des équipes chargées du contrôle des comptes ;
- Détenir un portefeuille de clients d'importance comparable à la CCI Bayonne Pays Basque, afin de pouvoir appréhender de manière satisfaisante l'ampleur de la mission et de pouvoir s'adapter à la variété des activités, des procédures et des traitements comptables de la CCI ;
- Présenter une équipe déjà familiarisée avec la révision comptable des CCI ou d'organismes publics et de collectivités locales comparables ;
- Pouvoir affecter à la CCI Bayonne Pays Basque des collaborateurs d'un niveau de compétence leur permettant de la conseiller (dans les limites fixées par la loi), de comprendre ses enjeux et de répondre à ses interrogations spécifiques.

Le Commissaire aux comptes travaillera au sein de la CCI Bayonne Pays Basque avec la Direction Administrative & Financière (voir organigramme DAF en annexe 2) et les Directions fonctionnelles et opérationnelles.

A. Conditions générales d'intervention du commissaire aux comptes de la CCI Bayonne Pays Basque

- a) Conformément à l'article L.712-6 du Code de commerce (modifié par la loi n°2025-640 du 15 juillet 2025 – article 2) : « Les établissements publics du réseau sont tenus de nommer au moins un commissaire aux comptes et, lorsque les conditions définies au troisième alinéa du I de l'article L. 821-40 sont réunies, un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L. 821-13, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions des livres II et VIII sous réserve des règles qui leur sont propres. Les commissaires aux comptes, désignés dans le respect des dispositions du code des marchés publics, sont nommés par l'assemblée générale ou, en Corse, par le conseil d'administration, sur proposition du président (...) ».
- b) L'audit des comptes annuels de la CCI Bayonne Pays Basque a pour objectif de certifier qu'ils sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de sa situation financière et de son patrimoine à la fin de cet exercice.

Le champ de cette certification s'étend à l'ensemble du document « budget exécuté » de la CCI c'est-à-dire le compte de résultat, le bilan, l'annexe, le tableau de financement ainsi

que le détail de la CAF, des opérations en capital (emplois, ressources), et plusieurs tableaux annexes obligatoires.

La mission d'audit ne porte que sur les aspects comptables. Le commissaire aux comptes n'a donc pas à juger de l'opportunité des décisions de gestion, ni des conditions de l'exécution du budget (comparaison budget prévisionnel/budget exécuté).

B. Contenu des missions

a) Une mission générale

Dans le cadre général, l'intervention du commissaire aux comptes comportera notamment les aspects suivants :

- organisation et planification de la mission : prise de connaissance de la CCI Bayonne Pays Basque, analyse des risques, appréciation des domaines significatifs ;
- appréciation du contrôle interne et notamment, de la qualité et du respect des procédures administratives et comptables ;
- contrôle des comptes :
 - à l'aide du résultat de l'appréciation du contrôle interne,
 - par des vérifications par sondage,
 - par l'examen des documents de synthèse.
- revue fiscale :
 - contrôle annuel des déclarations de TVA
 - contrôle de la déclaration IS
- revue sociale :
 - vérification DSN
 - vérification rapprochement des paies
 - vérification des liquidations des dus aux organismes sociaux

b) Missions spécifiques

L'intervention du commissaire aux comptes comportera également l'émission d'attestations (une vingtaine par an) de régularité des bilans d'exécution financiers restitués aux organismes financeurs de programmes subventionnés, au regard du chiffrage, de l'encaissement, et du décaissement des recettes et des dépenses liées à l'action.

Cette émission d'attestation devra se faire dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la saisine par les services de la CCI.

2.2 LES COMPTES ANNUELS DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE

A. Les comptes annuels sont établis **conformément aux règles du Plan Comptable Général**, mais la CCI Bayonne Pays Basque suit certaines règles applicables aux finances publiques telles que :

- coexistence d'un résultat comptable (solde du compte de résultat) avec un résultat budgétaire (solde des opérations en capital),
- caractère limitatif des crédits,
- séparation des fonctions d'ordonnateur et de payeur.

Cette dualité implique la présentation obligatoire d'un budget comportant trois tableaux : un état des opérations de fonctionnement sous forme de compte de résultat, un état de calcul de la capacité d'autofinancement et un état des opérations en capital.

- B. La comptabilité est tenue sous **le système d'information comptable ANAEL, édité par la société INFOR.**
- C. L'exercice comptable de la CCI Bayonne Pays Basque court du 1^{er} janvier au 31 décembre.
- D. Les comptes annuels de la CCI Bayonne Pays Basque reposent sur une comptabilité analytique suivant l'arborescence ci-dessous :
- 4 Services budgétaires :
 - Le Service Général* : regroupant l'Appui aux entreprises et les fonctions supports de la CCI ;
 - Le Service Formation* : regroupant la formation initiale (Kedge Bachelor), la formation continue tertiaire (certifiante, diplômante et langues) et la formation par l'Apprentissage ;
 - Le Service Ports* : regroupant les établissements encore ouverts à date mais sans activité qui avaient vocation à gérer le port de commerce de Bayonne et le port de pêche de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure ;
 - Le Service Divers* : regroupant les hôtels d'entreprises de Bidart et d'Olatu Leku.
 - Au sein de chaque service budgétaire : des sections comptables, chaque section correspondant à un service fonctionnel (création, direction générale, direction financière, ...) ou un outillage (bâtiment X, ...)
 - Un axe analytique supplémentaire facultatif pour le suivi d'opérations particulières ponctuelles

La filiale EESC ESTIA, les 2 SCI ainsi que la Société Portuaire Port de Bayonne sont hors périmètre.

Sont présentés en Annexe N°1 les comptes sociaux 2024.

La norme analytique 4.9 du réseau consulaire, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013 et modifiée au 1^{er} janvier 2020 est gérée de manière extra-comptable. **Le contrôle du reporting analytique norme 4.9 est hors périmètre du marché.**

E. Fiscalité

Au regard de l'IS, les activités cœurs de métiers de la CCI Bayonne Pays Basque appartiennent au secteur « non-lucratif », relevant des dispositions spécifiques de l'article 206-5 du CGI.
Les services portuaires, dans le cadre de deux DSP, sont eux soumis à l'IS depuis 2018.

En matière de TVA, la CCI Bayonne Pays Basque est à la fois assujettie et redevable partiel, selon les actions menées.

En application de l'article 256 B du Code Général des Impôts, la CCI Bayonne Pays Basque n'est pas assujettie à la TVA pour ses services administratifs, sociaux, éducatifs, culturels et sportifs lorsque le non-assujettissement n'entraîne pas de distorsions dans les conditions de la concurrence.

La CCI Bayonne Pays Basque est donc placée hors champ d'application de la TVA pour la majeure partie de ses activités. Toutefois, elle réalise des opérations assujetties à la TVA (activités immobilières sur les hôtels d'entreprises, vente de publications ou d'informations, prestations dans le cadre d'organisation de missions d'affaires, études, ...) pour lesquelles les règles de territorialité sont appliquées.

Chaque année, le prorata de déductibilité de la TVA est déterminé sur la base des opérations réalisées durant l'exercice précédent.

2.3 SUPPORTS AU TRAVAIL DE REVISION

L'organigramme de la Direction Administrative et Financière de la CCI Bayonne Pays Basque est joint en Annexe N°2.

La Direction Administrative et Financière de la CCI est structurée de sorte à pouvoir effectuer la révision des comptes en interne. Lors de la phase de contrôle des comptes, des classeurs de révision par service et par compte sont mis à la disposition du commissaire aux comptes.

Le calcul des dettes actuarielles relatives aux engagements sociaux est confié à un cabinet d'actuaire.

Les candidats devront tenir compte de l'existence de ces dispositifs pour leur offre.

3 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 COORDINATION DE LA MISSION ENTRE LE COMMISSAIRE AUX COMPTES ET LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE

A des fins d'efficacité et de bonne collaboration, la CCI Bayonne Pays Basque souhaite pouvoir soumettre pour avis à son commissaire aux comptes, en cours d'exercice comptable, toutes questions techniques relatives à des problèmes **comptables** ponctuels et à des évolutions de procédures. Ces diligences ponctuelles font partie intégrante de la mission.

De même la Direction Administrative et Financière, souhaite pouvoir soumettre pour avis à son commissaire aux comptes, en cours d'exercice comptable, toutes questions techniques relatives à des problèmes **fiscaux** ponctuels et à des évolutions de réglementation. Ces diligences ponctuelles font partie intégrante de la mission.

3.2 LETTRE DE MISSION

Une lettre de mission devra être établie et révisée annuellement conformément à la norme d'exercice professionnel NEP 210 « La lettre de mission du commissaire aux comptes ».

3.3 CALENDRIER D'INTERVENTION ET DEFINITION DES MISSIONS D'INTERIM

Ce document fait notamment état pour l'ensemble des missions de certification :

- des aspects de procédures que les commissaires aux comptes souhaitent examiner plus particulièrement, notamment au cours de leurs missions d'intérim,
- des principales diligences qu'ils entendent effectuer sur les comptes de fin d'année,
- du calendrier de leurs interventions en cohérence avec les dates d'examen des comptes par la Commission des Finances et l'Assemblée Générale,
- de la liste des documents à préparer par la CCI Bayonne Pays Basque.

3.4 PRODUCTION DE RAPPORTS

Le commissaire aux comptes établit chaque année :

- Un « rapport général » de certification des comptes de la CCI Bayonne Pays Basque, qui sera adressé au Président, au Trésorier, au Président de la Commission des Finances et au Directeur Général. Une synthèse de ce rapport sera lue lors de l'Assemblée Générale devant statuer sur les différents comptes annuels et sera transmis au Préfet de Région. La forme de ce rapport sera conforme aux normes professionnelles.
- Conformément à l'arrêté du 30 mars 2023, une attestation relative à la fiabilité des éléments comptables et financiers remise sous la forme d'un « rapport général » de

certification des comptes du Centre de Formation par l'Apprentissage sera adressé au Président, au Trésorier, au Président de la Commission des Finances et au Directeur Général. Une synthèse de ce rapport sera lue lors de l'Assemblée Générale devant statuer sur les différents comptes annuels et sera transmis au Préfet de Région. La forme de ce rapport sera conforme aux normes professionnelles.

- Un « rapport spécial » sur la régularité des conventions conclues entre la CCI Bayonne Pays Basque et les membres élus ou associés de la CCI, s'inscrivant dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, sera adressé au Président, au Trésorier, au Président de la Commission des Finances et au Directeur Général. Une synthèse de ce rapport sera lue lors de l'Assemblée Générale devant statuer sur les différents comptes annuels et sera transmis au Préfet de Région.
- Par ailleurs, en fin de mission et préalablement à la tenue de la Commission des Finances, une synthèse des différents points d'audit relevés au cours de la mission ainsi que les conclusions de la mission d'intérim devront être présentées au Directeur Général et à la Direction Administrative et Financière.
- Ces rapports ou documents de synthèse ne sont pas exclusifs de notes de travail établies en cours de mission, faisant état des constatations ou des observations relevées à l'occasion des travaux de commissariat aux comptes.

Les rapports devront être adressés directement et impérativement à :

Direction Administrative et Financière
CCIT Bayonne Pays Basque
50-51 Allées Marines
BP215
64102 Bayonne Cedex

3.5 COMPETENCE ET INDEPENDANCE DU CABINET

Les cabinets candidats attestent que le ou les associés signataires sont inscrits en qualité d'experts comptables et de commissaires aux comptes.

Ils prennent l'engagement de respecter l'ensemble des conditions destinées à assurer leur indépendance, telle qu'énoncées dans la circulaire n°2374 du 25 août 1995, en application des articles 220 et 221 de la loi n°66-537 du 24 juillet 1966.

Ils doivent également attester d'une part, que ni le Président, ni le Trésorier de la CCI Bayonne Pays Basque ne sont associés, administrateurs ou dirigeants de leurs cabinets. Ils s'engagent aussi à ce qu'aucun des associés de leurs cabinets ne devienne membre du Bureau, de la Commission des Finances ou de la Commission des Marchés de la CCI Bayonne Pays Basque dans un délai de cinq années suivant la cessation de ses fonctions de commissaire aux comptes. De même, pendant cette même période, aucun des associés du cabinet ne pourra exercer une activité salariée au sein de la CCI Bayonne Pays Basque. (Articles 16-I et 16-II de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984).

Les cabinets attestent également que conformément au Décret n°2005-1412 du 16 novembre 2005, ils n'ont pas établi ou fourni, dans les deux ans qui précèdent, des évaluations comptables, financières ou prévisionnelles ou, dans le même délai, n'ont pas élaboré des montages financiers sur les effets desquels ils seraient amenés à porter une appréciation dans le cadre de leur mission.

Les cabinets attestent également que conformément au Décret n°2017-540 du 12 avril 2017, ils suivent les nouvelles règles applicables en matière de déontologie des commissaires aux comptes (indépendance et prévention des conflits d'intérêts, scepticisme professionnel et esprit critique, secret professionnel et discrétion...).

Ces dispositions s'appliquent également, pour une prestation faite par le réseau auquel ils appartiennent, relative à du conseil, portant sur des documents, des procédures, des évaluations ou des prises de position en matière comptable et financière de nature à affecter leur appréciation ou de les mettre en situation d'auto-révision.

3.6 RESPONSABILITE DU CABINET

Le commissaire aux comptes aura une obligation de moyens. En cas d'erreurs et d'anomalies comptables significatives, révélées après la remise du rapport général, la responsabilité civile du cabinet peut être recherchée s'il est démontré que l'accomplissement des diligences professionnelles normales de révision comptable aurait dû permettre de découvrir ces irrégularités.

3.7 ENGAGEMENT DE LA CCI BAYONNE PAYS BASQUE

La CCI Bayonne Pays Basque s'engage à donner les instructions nécessaires aux services concernés par les interventions programmées du commissaire aux comptes, afin de faciliter leurs travaux.

Par ailleurs, le commissaire aux comptes pourra obtenir tous les documents utiles à l'accomplissement de sa mission, notamment ceux relatifs aux litiges en cours, au résultat des contrôles effectués par d'autres organes de contrôle, etc.

3.8 CONFIDENTIALITE

Quelle que soit la nature de leurs missions, du fait de la profession qu'ils exercent, les signataires et collaborateurs du cabinet seront astreints au secret professionnel pour les éléments dont ils auront connaissance à raison de leurs interventions. Ils s'engagent également à faire respecter cette obligation par leurs sous-traitants éventuels.

4 – OFFRE

4.1 ACTE D'ENGAGEMENT ET ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

Chaque candidat doit renseigner l'acte d'engagement et son annexe financière n°2 sur la base d'un an de prestations de commissariat aux comptes.

4.2 MEMOIRE TECHNIQUE

Le candidat rédigera obligatoirement un mémoire technique détaillé qui devra prendre en compte l'intégralité des contrôles et vérifications utiles à l'accomplissement de la mission d'un commissaire aux comptes au sein d'une CCI et notamment :

- L'analyse des risques et détermination des seuils de signification ;
- Le contrôle des comptes annuels ;
- Le contrôle de l'organisation en services budgétaires et sections comptables ;
- L'examen des documents de synthèse et de leur cohérence avec la comptabilité ;
- La certification spécifique des comptes du Centre de Formation par l'Apprentissage ;
- Les vérifications spécifiques prévues par la loi, conformément aux normes de la profession ;
- La vérification du respect des règles en matière de prévention du délit de prise illégale d'intérêts (selon le règlement intérieur de la CCI Bayonne Pays Basque) ;
- Les attestations et contrôles particuliers liés à l'obtention de subventions publiques par la CCI (une vingtaine par an).

Le candidat devra indiquer avec précision dans son mémoire technique les conditions d'exécution de sa mission de commissariat aux comptes au regard notamment des exigences spécifiées au point 2.1 : planning de réalisation, délais d'exécution, nombres d'heures d'intervention, le nombre d'intervenants et leurs qualifications (joindre les CV), expérience de la révision comptable des CCI, répartition des travaux par intervenant, ...

Enfin, le mémoire technique devra désigner nommément le Commissaire aux Comptes ainsi que son suppléant (le cas échéant).

À , le

Cachet et Signature du candidat habilité